

Rapport de présentation

Réorganisation régionale de l'État

Projet d'arrêté interministériel relatif aux opérations ouvrant droit au bénéfice de la prime d'accompagnement de la réorganisation régionale de l'État et du complément à la mobilité du conjoint

Au 1^{er} janvier 2016, l'administration régionale de l'État correspondra aux nouvelles régions définies par la loi n°2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales, soit une configuration à treize régions métropolitaines au lieu de 22.

Pour accompagner ce changement, le décret n°2015-1120 du 4 septembre 2015 relatif aux mesures d'accompagnement indemnitaire des réorganisations de service liées à la nouvelle organisation territoriale de l'État prévoit le versement de la prime d'accompagnement de la réorganisation régionale de l'État (PARRE) aux agents de l'État mutés ou déplacés suite à la réorganisation du service au sein duquel ils exerçaient leurs fonctions, et du complément à la mobilité du conjoint.

La PARRE est composée de deux parts cumulables :

- la première part vise à indemniser les agents amenés à changer de résidence administrative. Elle est modulée en fonction des contraintes de l'agent : distance entre l'ancienne et la nouvelle résidence administrative, célibat géographique, changement de résidence familiale, prise à bail d'un logement distinct de la résidence familiale, enfants à charge.

Un arrêté du 4 septembre 2015 en précise le barème. Le montant de base est fixé à 1 600 € pour une distance entre la nouvelle résidence administrative et la précédente comprise entre 20 et 39 km, et 30.000 € au maximum dans le cas d'une distance entre la nouvelle résidence administrative et la précédente supérieure ou égale à 300 km.

- une deuxième part visant à indemniser les mobilités fonctionnelles, dont le montant forfaitaire de 500 € dans le cas où l'agent doit suivre une formation d'au moins 5 jours, est fixée dans l'arrêté du 4 septembre 2015.

Le complément à la mobilité du conjoint, d'un montant de 6 100€ défini dans l'arrêté du 4 septembre 2015, est attribué à l'agent bénéficiaire de la PARRE si son conjoint est contraint de cesser son activité professionnelle en raison de la mobilité géographique du bénéficiaire.

Le décret n°2015-1120 prévoit également les modifications suivantes, à titre dérogatoire, pour les agents dont le poste est supprimé ou fait l'objet d'une réorganisation :

- l'attribution de l'indemnité de départ volontaire instituée par le décret n°2008-368 du 17 avril 2008 aux agents se situant à deux ans au moins de l'âge de l'ouverture de leur droit à pension contre cinq dans le cadre du droit commun ;
- l'attribution de l'indemnité pour frais de changement de résidence majorée à hauteur de 20 %.

Enfin, le décret n°2015-1120 étend le bénéfice de l'indemnité d'accompagnement à la mobilité (IAM) instituée par le décret n°2011-513 du 10 mai 2011 et du complément indemnitaire d'accompagnement (CIA - décret n°2014-507 du 19 mai 2014) aux opérations de réorganisation de l'administration régionale de l'État. Ces dispositifs indemnitaires interministériels permettent le versement d'une indemnité visant à maintenir, à titre personnel, la rémunération d'un agent de l'État consécutivement à une mobilité imposée du fait d'une suppression de poste.

L'ensemble du dispositif indemnitaire prendra fin le 31 décembre 2020.

Application aux MEDDE/MLETR :

Les sept directions régionales impactées par cette fusion sont les suivantes :

- Fusion des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'*Alsace, de Champagne-Ardenne et de Lorraine* ;
- Fusion des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'*Aquitaine, du Limousin et de Poitou-Charentes* ;
- Fusion des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'*Auvergne et de Rhône-Alpes* ;
- Fusion des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement de *Basse-Normandie et de Haute-Normandie* ;
- Fusion des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement de *Bourgogne et Franche-Comté* ;
- Fusion des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement de *Languedoc-Roussillon et de Midi-Pyrénées* ;
- Fusion des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement de *Nord-Pas-Calais et de Picardie*.

Avis du CTM

Afin que les agents des directions régionales fusionnées puissent bénéficier de l'ensemble des dispositifs indemnitaires indiqués précédemment, un arrêté interministériel listant les opérations de réorganisations régionales doit être signé par les ministres concernés.

Tel est l'objet du projet d'arrêté interministériel soumis pour avis au présent comité technique ministériel.